



**MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION
MINISTRY OF COMMUNICATION**

**MISE AU POINT DU GOUVERNEMENT
SUR LES ÉVÉNEMENTS SURVENUS
DANS LA VILLE DE BAMENDA LE 08
DÉCEMBRE 2016**

CONFÉRENCE DE PRESSE

**PROPOS LIMINAIRE DE
S.E.M. ISSA TCHIROMA BAKARY
MINISTRE DE LA COMMUNICATION**

Yaoundé, 09 décembre 2016

Mesdames, Messieurs les Journalistes,

Je vous souhaite à toutes et à tous la bienvenue à l'occasion de cet échange auquel que je vous ai conviés, afin que nous nous entretenions sur une actualité majeure de la vie de notre Nation.

Mesdames, Messieurs les Journalistes,

Au moment où le monde entier témoigne au Cameroun sa totale admiration et son émerveillement pour la paix, l'unité et la concorde qui caractérisent notre peuple et règnent dans notre pays, fruits d'un consensus et d'un plébiscite accordés **au Chef de l'État, Son Excellence Paul BIYA ;**

Au moment où la communauté internationale reconnaît le sérieux et salue le professionnalisme, la bravoure, le sens de l'honneur et du devoir de nos Forces de Défense et de Sécurité actuellement déployées dans la Région de l'Extrême-nord pour combattre et éradiquer définitivement les adeptes de l'obscurantisme que sont les membres de Boko Haram, mais aussi pour ramener le calme et la sérénité au sein de nos populations qui y vivent, défendre et préserver l'intégrité de notre territoire national ;

Alors même que depuis l'offensive contre cette bande criminelle, plus de 1 500 civils et militaires ont perdu la vie, tués par balles, égorgés, décapités ou mutilés ;

Alors que nos populations dans les zones touchées par cette guerre sans merci, sont complètement démunies et dépourvues de tout en matière de services les plus élémentaires auxquels ils ont pourtant droit en tant que citoyens à part entière de notre pays, privées qu'elles sont des dividendes qu'elles sont en droit de tirer d'une économie et d'un tourisme particulièrement florissants, mais qui depuis ces dernières années, sont au ralenti, si elles ne sont pas carrément inexistantes ;

Alors que notre pays, malgré ces temps difficiles qu'il traverse heureusement avec dignité et courage, vient d'administrer au monde entier, la preuve de sa capacité à relever des défis organisationnels et infrastructurels, comme cela a été le cas avec la récente CAN Féminine 2016 qu'a organisée le Cameroun avec maestria et brio ;

Les villes de Bamenda et de Buea, en proie depuis quelques semaines à des revendications et à des tensions, projettent contre toute attente et à la surprise générale, de tristes images de notre très cher et beau pays.

Ceux qui tentent ainsi d'imposer leur option pour la violence et le non-respect du droit, voudraient faire croire que certains de nos compatriotes seraient donc, du simple fait de notre héritage politico-culturel, frustrés, marginalisés, ostracisés.

Emportés par une surenchère démagogique et populiste, ces adeptes du désordre et de l'intolérance, poussent aujourd'hui le bouchon jusqu'à la remise en cause des acquis fondamentaux de notre République, tels que la paix, l'unité nationale et notre désir de vivre ensemble, coûte que coûte, vaille que vaille.

Les tenants de ces théories et les auteurs de tels actes, ainsi que leurs commanditaires, manifestement en total déphasage avec le principe fondateur de notre République qu'est notre Unité nationale, n'exigent rien moins que le retour au fédéralisme, qui, selon toutes indications, ne serait alors qu'un prétexte commode pour organiser le délitement de la nation, sorte d'anti-chambre de cette sécession qu'ils appellent en fait de tous leurs vœux.

Je voudrais, au nom du Gouvernement, rappeler ici que le **Président de la République, Son Excellence Paul BIYA, Chef de l'État et Chef des Armées**, est le dépositaire de la

Constitution – **Loi fondamentale de notre pays** – et de toutes les autres lois qui en découlent.

Dans la conduite du destin de la Nation que le peuple camerounais lui a souverainement confiée, le **Président de la République** a fait du dialogue et de la tolérance son crédo et son leitmotiv.

C'est en cela qu'il est reconnu par tous comme l'architecte d'une politique inclusive et d'ouverture, véritable marque de fabrique de notre peuple et de notre Nation.

Le **Chef de l'État** n'a donc jamais et ne saurait jamais rester sourd et encore moins indifférent à la moindre des revendications exprimée par ses concitoyens, dès lors que celle-ci tire sa légitimité ou trouve son fondement dans les lois et les valeurs de la République.

C'est donc tout naturellement qu'en réponse aux revendications jugées légitimes et fondées, formulées tout d'abord par les Avocats exerçant dans les Régions d'expression anglaise de notre pays, puis par les syndicats d'enseignants dans ces mêmes régions, le Gouvernement, sur les Très Hautes Instructions du **Chef de l'État, Son Excellence Paul BIYA**, a ouvert un dialogue avec les représentants de ces différents corps professionnels ;

dialogue qui s'est avéré à la fois opportun et fructueux, au regard de la batterie de mesures structurelles et financières qui ont été prises en urgence au terme des concertations avec les différents acteurs.

Ce faisant, il est inconcevable, voire impensable de croire un seul instant que du fait d'un héritage politico-culturel qui a formaté notre modèle sociétal, que du fait de cet héritage politico-culturel dont nous sommes tous au demeurant fiers, le **Président de la République** en vienne à s'exonérer d'une mission régaliennne que lui a confié le peuple souverain, à savoir, assurer la protection des biens et des personnes établis sur le territoire national, garantir l'ordre public et préserver les libertés fondamentales reconnues aux citoyens par la Constitution et les lois de la République.

On est donc en droit de se poser la question de savoir quelles sont les causes profondes de cette situation quasi-insurrectionnelle que la ville de Bamenda a connue dans la journée du 08 décembre dernier.

Mais avant cela, sans doute faudrait-il dire ici ce qui s'est réellement passé ce jour-là dans le chef-lieu de la Région du Nord-ouest.

Alors que dans la journée du 8 décembre 2016, des militants du RDPC s'apprêtaient à prendre part à un meeting organisé par la section de la Mezam 1, sous la présidence de M. le Secrétaire Général du Comité Central dudit Parti, et en présence de **Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement**, la place des fêtes de la ville de Bamenda, au lieu-dit « Commercial Avenue » qui devait abriter ce meeting, a littéralement été prise d'assaut par une meute de contestataires armés de projectiles, de catapultes et de cocktails molotov.

Ce meeting, faut-il le préciser, s'inscrivait dans une démarche de concertation pour laquelle les responsables de ce parti politique ont optée, afin d'inviter les uns et les autres à l'apaisement et de ramener le calme dans les villes de Buea et de Bamenda.

Il intervenait donc après donc un autre du genre qui s'était tenu à Buea le 06 décembre 2016, cette fois-ci sans incident.

Tout avait pourtant été mis en place pour un déroulement harmonieux de la réunion publique de Bamenda, faut-il le préciser, était dûment autorisée par les autorités compétentes.

Mais voilà que des individus surgis de nulle part, surexcités et agissant par groupes visiblement préparés et parfaitement organisés, ont commencé à perpétrer des actes de vandalisme et de guérilla urbaine sur la place de la cérémonie, avec pour objectif clair de perturber, voire d'empêcher le déroulement de cette réunion publique.

Dans leur folie destructrice, ces contestataires, devenus de véritables insurgés, ont alors entrepris d'ériger des barricades sur la voie publique afin d'entraver la circulation, d'incendier de nombreux véhicules, de brûler des pneus sur les chaussées, d'assiéger, puis de mettre à feu des bâtiments publics, y compris des établissements scolaires et des hôpitaux, prenant en otages élèves, patients et personnel médical, et d'agresser des personnes physiques.

Le bilan humain fait état de deux morts dans des circonstances qui restent encore à élucider ; quatre gendarmes et quatre policiers blessés, une jeune femme également blessée et partiellement brûlée, un cadre du RDPC lui aussi grièvement blessé à la tête.

Quant au bilan matériel, il fait état de 9 véhicules détruits comprenant ceux du Commandant de Légion de Gendarmerie, du Commandant en second du B.R.I.M.

(Bataillon Rapide d'Infanterie Motorisée), du Sous-préfet de Bamenda 3^{ème}, de la Camerounaise des Eaux, de la CAMPOST, des équipes spéciales d'intervention rapide de la police, ESIR, de la Gendarmerie Nationale, ainsi que de deux véhicules personnels.

Ont été pillés et incendiés, outre de nombreux commerces et autres kiosques urbains, deux édifices publics : le Commissariat de Police du 3^{ème} Arrondissement et plusieurs pavillons de l'Hôpital Régional de Bamenda.

J'ajoute également que les contestataires ont hissé dans certains carrefours et sur les édifices publics vandalisés, des drapeaux de la Southern Cameroon National Council (SCNC).

Face à cette situation, les Forces de maintien de l'ordre se sont déployées pour la sécurisation complète de la ville et de ses environs, procédant à l'interpellation de 58 personnes, dont 34 sont entre les mains de la Gendarmerie Nationale, et 24 retenues par les Forces de police.

Dans le but d'éviter une confrontation entre les militants du RDPC et les contestataires, la réunion publique initialement prévue au lieu-dit « Commercial Avenue », s'est finalement tenue dans un hôtel de la place.

Sur place, et afin de rétablir l'ordre public de manière durable, des mesures d'urgence ont été prises par les autorités administratives pour appréhender les casseurs, identifier et débusquer leurs commanditaires et leurs complices.

Il convient de relever que dans la gestion de cette situation, les Forces de sécurité se sont efficacement déployées, avec le souci constant de ramener la paix et l'ordre dans la ville de Bamenda et ses environs, en préservant les vies humaines – y compris celles des auteurs de trouble – et en assurant la sécurité et la tranquillité des populations.

À ces Forces de maintien de l'ordre qui se déploient avec courage, abnégation, patriotisme et sens du sacrifice, le **Chef de l'État** adresse ses encouragements pour leur action en faveur du rétablissement de l'ordre public et de la sécurité.

Les manifestations violentes de ce 8 décembre à Bamenda interviennent alors que le Gouvernement, sur les Très Hautes Instructions du **Chef de l'État, Son Excellence Paul Biya**, poursuit ses efforts pour trouver les solutions appropriés aux problèmes soulevés, dès lors que ceux-ci

ont été jugés légitimes et non contraires aux lois et valeurs de la République.

La persistance de ces actes de violence devient dès lors incompréhensible et cache mal les manœuvres de quelques pêcheurs en eaux troubles, réfractaires au dialogue et à la concertation, tapis dans l'ombre, qui manipulent allègrement les populations et notamment les jeunes, pour des desseins inavoués.

Le Cameroun étant un État de droit, les auteurs des destructions des biens publics et privés, ainsi que leurs complices, doivent savoir que, tout en restant disposé au dialogue et à la concertation, le Gouvernement de la République entend remplir pleinement ses missions de protection des populations et de leurs biens, de leur liberté d'aller et de venir, mais aussi de celle de travailler, sans oublier la préservation du droit à l'éducation et à l'instruction de nos enfants.

Aussi, les auteurs des actes de vandalisme de ce 8 décembre à Bamenda doivent savoir qu'ils se seront confrontés aux rigueurs de la loi et recevront le cas échéant le juste châtement mérité pour les forfaitures pour lesquelles leur culpabilité aura été établie.

Je voudrais aussi, au nom du Gouvernement, appeler nos jeunes compatriotes, en proie aux illusions que leur vendent les commanditaires de ces violences, à plus de vigilance et de lucidité, pour qu'ils ne se laissent jamais entraîner dans ces voies qui sont celles de la perte et de la destruction d'eux-mêmes.

À ceux-là qui entreprennent d'utiliser les avantages de communication qu'offrent les médias sociaux pour désinformer les opinions publiques, dénaturer les faits et inciter à la haine, au désordre et à la violence, le Gouvernement adresse une mise en garde ferme, à savoir que l'État mettra tout en œuvre par ses propres moyens et grâce à l'assistance de ses pays amis, pour les traquer, les débusquer, les arrêter et les renvoyer devant nos tribunaux.

À la suite du **Chef de l'État, Son Excellence Paul BIYA**, j'invite donc nos jeunes compatriotes à cultiver, à l'instar de notre équipe nationale féminine de football, Vice-championne d'Afrique, les valeurs d'ardeur au travail, de solidarité, de patriotisme, qui sont les seuls gages de résultats positifs, et de solutions aux problèmes auxquels ils sont confrontés et dont la résolution est au centre des préoccupations du Gouvernement.

Au nom du Gouvernement, j'invite les laborieuses populations de la ville de Bamenda et des autres villes de la Région du Nord-ouest à l'apaisement, et les encourage à vaquer à leurs occupations en évitant de succomber aux discours de la division.

Pour sa part, le Gouvernement continuera de tout mettre en œuvre, dans le strict respect des lois de la République, pour préserver l'ordre public et assurer à tous les citoyens la protection qu'ils sont en droit d'attendre des pouvoirs publics pour l'exercice de leurs activités.

Aux familles de ceux de nos compatriotes qui ont la mort au cours de ces tristes événements, le **Président de la République, Son Excellence Paul BIYA**, adresse ses condoléances les plus attristées et souhaite un prompt rétablissement aux blessés.

Je vous remercie de votre aimable attention.